

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS

Le ministre Ghazi viendra-t-il au secours des retraités ?

Le 1^{er} mai est passé. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a rendu public mercredi dernier le taux de la revalorisation annuelle des pensions de retraite pour 2015 : il est seulement de 5%, alors qu'il était de 11% en 2014. Pourquoi cette baisse de plus de moitié en l'espace d'une année seulement ? Le ministre n'a pas jugé utile d'en donner les raisons. Au plan législatif et réglementaire, cette revalorisation est effective à partir du 1^{er} mai. Nous publions ci-dessous le point de vue d'un lecteur à ce sujet, point de vue prémonitoire que nous avons reçu il y a plusieurs jours de cela, bien avant l'annonce faite par le ministre.

Voilà, nous sommes à la veille du mois de mai qui revient chaque année avec son lot de surprises, ce mois qui symbolise beaucoup de choses pour le monde du travail, mais c'est aussi le rêve si attendu de l'autre frange, celle des retraités, ces silhouettes si frêles qui ont tout sacrifié, leurs forces, leurs plus belles années pour le monde du travail. Aujourd'hui, ces deux millions et demi de vieux qui ont défié tous les aléas pour que le monde du travail reste debout et ont légué le flambeau à de nouvelles générations, n'ont que le mois de mai qu'ils attendent depuis de longs mois pour voir le premier responsable du secteur daigner

accorder un soi-disant relèvement des pensions. Les retraités dont certains érodés par le poids des années et de multiples maladies qui sont venus s'ajouter aux séquelles parfois profondes non encore cicatrisées laissées par les dures et âpres années de labeur, comme chaque fois à l'approche de ce 1^{er} mai, commencent à commenter et imaginer quel serait le taux qui leur sera accordé. Mal représentés ou plutôt pas représentés du tout, au sein du conseil d'administration de la CNR qui siège chaque année pour statuer et décider du taux à allouer à cette frange de la société, les retraités n'ont d'arme que la patience pour



attendre ce mois de mai. Pour rappel, le monde du travail a connu ces dernières années des augmentations de salaires dans des proportions appréciables, des révisions résultant de différentes tractations entre les syndicats et les employeurs, ces derniers qui ont chaque fois concédé des concessions pour éviter les dérapages qui auraient coûté les têtes aux différents gestionnaires.

Le cas de ces deux millions et demi de retraités

Les retraités, eux, qui n'ont aucune arme pour forcer la main aux dirigeants, d'ailleurs ils sont déjà en grève depuis leur départ à la retraite, une grève sans incidence sur le cours de la vie économique du pays. Pour cette fois-ci, M. Ghazi — ministre du Travail, de l'Emploi et de

la Sécurité sociale — se penchera-t-il sur le cas de ces deux millions et demi de retraités dont l'impact financier est insignifiant, ces retraités dont une grande majorité ne s'éloignent pas trop du SNMG ? Qu'on ne vienne pas encore nous chanter cette histoire de la situation financière de la CNR, car il est clair que les autres augmentations de salaires génèrent de fortes cotisations qui viennent renflouer les caisses de la CNR. Un autre phénomène qui ne trouve pas son explication, c'est le retour aux pensions de départ pour la base de calcul du taux attribué, cette méthode qui paraît plus qu'absurde, notamment pour les retraités partis il y a de cela plus d'une décennie où les salaires étaient dérisoires. Cependant, une petite comparaison peut être faite pour des postes similaires, certains travailleurs toujours en poste touchent des salaires plusieurs supérieurs à ceux touchés par leurs prédécesseurs, ces mêmes travailleurs, une fois en retraite se verront bénéficier du même taux d'augmentation, ce qui ne fera que creuser l'écart du fossé déjà existant entre le monde du travail et les retraités.

L'autre espoir de voir les pensions des retraités s'améliorer, c'est cette histoire de la suppression du 87 bis qui verra peut-être les montants de l'IRG atténués légèrement.

Moussa C.

POINT DE VUE

Que puis-je faire pour ces grabataires qui souffrent dignement, dans le silence ?

La contribution du 24 février 2015 rédigée par un groupe de retraités m'a interpellé. Pour ma part, je considère que cette contribution émane certainement d'un groupe de retraités nouvellement partis en retraite car ils parlent de retraite dépassant les 80 000 DA. Or, mon intention n'est pas d'ouvrir une polémique, mais uniquement parler de ceux qui sont partis en retraite dans les années 1990 et début 2000, ce qui est mon cas et il y a des centaines de milliers, toutefois pour ceux à qui Dieu a prêté longue vie. Comme moi, ceux qui sont partis à la retraite en 1998, avec 12 000 DA, avec les retards de salaires allant jusqu'à 6 mois pour percevoir un ou 2 mois, en tout cas pas plus de 3 ou 4 mois : de quoi et comment vivions-nous à cette époque ? En bref, après 17 ans, les ajustements annuels ont porté ma pension à 37 000 DA. Après avoir cotisé 30 ans et être parti en retraite à 50 ans et 6 mois, car ce fut une aubaine pour me permettre de travailler de nouveau chez des opérateurs privés qui ne faisaient pas de cadeau.

Tant bien que mal, je me suis débrouillé pour répondre à mes responsabilités de chef de famille. Jusque-là j'avais la santé, mais maintenant que je suis grabataire, je pose la question suivante à qui de droit (les décideurs) : un ouvrier, de maîtrise ou cadre parti à la retraite en ces temps-là peut-il se suffire de

la retraite ? Dans le cas où c'est oui, calculez le surplus et retirez-le lors des prochains versements. Dans le cas où c'est non, prenez en considération les sacrifices endurés par cette génération de jeunes ouvriers, de maîtrise ou cadres qui ont fait le grand djihad, alors que d'autres juste un peu plus âgés ont fait valoir des droits par attestation communale et dont certains et même beaucoup n'ont été que des escrocs à la République.

Certains avaient même une santé d'athlète et reconnus invalides à 100%. Je ne fais le procès de personne mais ce sont des vérités connues et reconnues de tous. Pour ma part, j'ose espérer que ma génération actuellement avoisinant les 70 ans puisse être reconnue comme une génération qui a donné beaucoup et qui a fait le djihad el akbar pour tenir et maintenir notre Algérie debout et que maintenant la santé n'étant plus au rendez-vous, pour certains avec mobilité réduite, pour d'autres au lit puissent partir dans la dignité. Je souhaiterais que cette contribution soit lue par au moins par une autorité qui à défaut de contribuer à améliorer le sort de cette génération, tout au moins s'interrogera et se posera des questionnements. Que puis-je faire pour ces grabataires qui souffrent dans le silence, mais dignes ? Je vous en souhaite bonne réception. Meilleures salutations.

F. M.

COURRIER DES LECTEURS

Requête à la CNR

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer dans votre rubrique «Espace retraite» la requête suivante que j'adresse au directeur général de la CNR et que j'intitule «Cri de détresse à l'endroit de M. le directeur général de la CNR».

Détenteur d'une pré-notification d'attribution d'une pension de retraite n°B71213174 du 03/11/2009 de l'agence Alger-Nord et à la suite de démêlés avec mon employeur en 2011, j'ai engagé une action en justice contre ce dernier, action pendante à ce jour au niveau judiciaire. Je me retrouve sans aucune ressource financière de quelque nature que ce soit depuis 43 mois. Vivant une situation désastreuse et dramatique qui nous confine ma femme, mes 3 enfants universitaires et moi-même dans une misère que nous ne saurions endurer encore davantage, je vous lance un cri de détresse afin d'agir humainement par une décision exceptionnelle et dérogatoire qui me ferait bénéficier transitoirement de ma pension dont le montant est déterminé dans la pré-notification susmentionnée, et ce, en attendant une décision finale de la justice qui me permettrait la régularisation définitive de ma situation vis-à-vis de la CNR.

J'ose espérer un examen attentif et humanitaire de ma présente requête et sa prise en considération à la mesure de mon incommensurable douleur. Avec mes remerciements anticipés.

Mohamed Redha Menaceri, Alger

Coordonnées de la CNR

Je vous serai très reconnaissant de m'envoyer le nom et le prénom du DG de la CNR ainsi que son adresse pour lui adresser un recours. Merci d'avance.

A. Boudraâ

RÉPONSE :

Rue Hassen Benaâmane, Bir Mourad Rais - Alger. BP 547 Birkhadem - Alger. Tél : (021) 44 60 23 - 44 60 36 - 44 62 07 / Fax : (021) 44 66 78

Page Facebook :

<<https://www.facebook.com/cnralgerie?ref=hl>>

Enfant adopté par la kafala et statut d'ayant droit

Je voudrais vous remercier d'abord pour cette rubrique qui permet de répondre aux questionnements des citoyens sur la retraite, c'est une rubrique très intéressante pour le citoyen simple, pour l'étudiant et pour le fonctionnaire. Ma question est : est-ce qu'un enfant adopté selon la procédure de la kafala est considéré comme un ayant droit à la retraite de réversion et est-il le seul bénéficiaire ou bien il doit la partager avec les oncles et tantes paternels et maternels ? Je vous remercie par avance pour vos clarifications.

A. M.

RÉPONSE : La pension et/ou l'allocation de retraite de réversion est attribuée aux ayants droit de l'assuré décédé :

1. Les bénéficiaires de la retraite de réversion : sont considérés comme ayants droit :

-le conjoint de l'assuré décédé, quel que soit son âge, du moment qu'il ait contracté un mariage légal avec le défunt.

- Les enfants à charge (conformément à l'article 67 de la loi 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales modifiée et complétée) à savoir :

-les enfants à charge, au sens de la réglementation de sécurité sociale, et âgés de moins de 18 ans ;

-les enfants de moins de 21 ans pour lesquels il a été passé un contrat d'apprentissage prévoyant une rémunération inférieure à la moitié du salaire national minimum garanti ;

-les enfants de moins de 21 ans qui poursuivent leurs études ;

- les personnes du sexe féminin, sans revenu, quel que soit leur âge ;

-les enfants, quel que soit leur âge, qui sont par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité permanente d'exercer une activité rémunérée quelconque ;

-les collatéraux au 3^e degré (tante, sœur, nièce...) ;

-les ascendants à charge (lorsque leurs ressources personnelles appréciées séparément ne dépassent pas le montant minimum de la pension de retraite).